

COMMENT ET POURQUOI ON AFFAME LE PEUPLE...

Les services officiels ont acheté, pendant le mois de novembre, pour plus de 2.470 millions de francs de produits alimentaires à l'étranger. Ils en ont revendu pour plus de 2.264 millions. En d'autres termes, les ministres affameurs qui ne souffrent pas des restrictions, eux - ont revendu 91.67% des produits dont ils avaient autorisé l'achat.

Il ne leur est donc pas permis de laisser sous-entendre que le déficit de la balance commerciale provient de leur désir de ravitailler le pays. De cela nos excellences, quelles qu'elles soient, n'en ont cure et les partis quelle que soit leur couleur - et qui les ont mandatés à ces fonctions - en novembre dernier - s'en moquent éperdument.

Leur argumentation, fort spécieuse, est basée sur la nécessité de se procurer tout d'abord des matières premières ou produits essentiels pour l'industrie du pays. Comme si la première nécessité n'était pas, au lendemain des dures privations alimentaires qui nous furent imposées pendant ces années terribles, de procurer un ravitaillement abondant, - que la production mondiale permet - afin de suralimenter tous les prolétaires et leurs familles. Cette vérité élémentaire est d'autant plus irréfutable que nos criminels politiciens avouent que l'effort initial doit être supporté par le travailleur, en vue d'un accroissement de la production.

Cela, tous les partis sont unanimes à en flatter le peuple, qui n'en peut mais. Or, si le travailleur doit produire une somme d'énergie supplémentaire, ne serait-il pas logique qu'il possédât une alimentation supérieure à celle que nos cyniques politiciens lui alloue parcimonieusement?

Les achats de matières nécessaires à l'industrie rétorquent-ils perfidement, se sont élevés, toujours pendant le mois de novembre, à 7.976 millions de francs, alors que les ventes des mêmes matières ne s'élevaient qu'à 1.524 millions, ne représentant ainsi que 17,86 % des achats. Or, ces matières sont aussi indispensables que les denrées alimentaires.

Soit, mais alors qu'on veuille bien nous expliquer pourquoi les achats d'objets fabriqués ont atteint une somme de 3.517 millions, et les ventes 6,550 millions? La criminelle folie d'exportation à tout prix a donc pour résultat de vendre 180.38% de produits manufacturés par rapport à la somme de ceux qui furent achetés.

Le simple pourcentage réduit à néant l'hypocrite argumentation de tous les partis. En effet, si le capitalisme français vend davantage de produits qu'il n'en achète — PRESQUE LE DOUBLE! — c'est donc que les fameuses matières nécessaires à l'industrie sont œuvrées presque exclusivement pour la réexportation. Il est par conséquent faux de prétendre la nécessité douloureuse - ajoute-t-on cyniquement - des sacrifices alimentaires en vue de doter le pays des produits manufacturés qui lui font défaut: vêtements, ustensiles ménagers, etc...

Ainsi, non seulement les produits essentiels à la vie - devenue cependant si rudimentaire par rapport aux années d'avant guerre mais aussi les denrées alimentaires dont la pénurie nationale reste tragique, sont volontairement mis hors de la portée du travailleur.

Le pourcentage des achats totaux - étranger et colonies - par rapport aux ventes, n'atteint que 75 %, ce qui diminue singulièrement la portée des cris d'alarme concernant le déficit de 15,78%, alors qu'avant guerre, en pleine période d'abondance, lorsque l'exportation était possible sans nuire trop gravement à la santé publique, elle oscillait vers 50%! Ce déficit, dont on nous rabâche tant les oreilles est donc inférieur à celui d'avant guerre. Cette réduction a été rendue possible par une diminution des achats de 4.300 mil-

lions et, par contre, une augmentation des ventes de 3.500 millions. Obnubilés par l'idée, non seulement de réduire le déficit, MAIS AUSSI DE LE REMPLACER PAR UN EXCÉDENT CHRONIQUE ce qui est tout simplement criminel en l'état actuel de l'économie nationale - les politiciens de toute sorte AFFAMENT SCIEMMENT LE PEUPLE et appauvrissent littéralement le pays.

Et tout cela pour suppléer à la carence du capitalisme qui, PAR AVARICE, n'a pas voulu prélever avant guerre sur ses bénéfices annuels, les sommes suffisantes au renouvellement de l'outillage!

Devant ce mercantilisme mesquin, la simple justice n'exige-t-elle pas sa disparition pure et simple? Car enfin, les sacrifices étant presque exclusivement supportés par les masses laborieuses, ne serait-il pas élémentaire que les heureux et futurs résultats profitent uniquement à ces dernières?

Il serait quand même par trop immoral que le capitalisme, qui nous a plongé dans un océan de privations et qui destine les diverses couches laborieuses à un avenir particulièrement sombre, sorte de la situation actuelle en vainqueur et puisse continuer impunément ses méfaits!...

Plus que jamais, l'insurrection est devenue pour tous le plus sacré des devoirs.

Marcel LEPOIL.
